

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTES DU MAIRE

OBJET : Echafaudage pour la peinture et le soubassement.

Le Maire de la Commune de Sury-le-Comtal,
 - Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2 et L.2213-1,
 - Vu le Code de la route,
 - Vu le Code de la voirie routière,
 - Vu la demande d'arrêté en date du jeudi 15 septembre 2022 de la société ABN Façades située 22 Avenue de la Mairie à Bonson intervenant pour le compte de Monsieur Maxime BOUQUET, sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public au 26 rue Gambetta.

ARRÊTÉ

Article 1 : La société ABN Façades est autorisée à occuper le domaine public au 26 rue Gambetta pour procéder à l'installation d'un échafaudage afin de réfectionner la façade. La société stationnera ses véhicules face aux n°35 et n°37 rue Gambetta, elle empiètera sur les trottoirs sans gêner la circulation y compris des poids lourds à partir du jeudi 22 septembre et ceci pour une durée de 6 jours. **L'entreprise ne pourra intervenir les mercredis entre 6h 00 et 14h 00 pour cause de marché et veillera notamment à laisser libre accès, les jeudis, au véhicule des ordures ménagères (orduresmenageres@loireforez.fr 0800.881.024).** Les revêtements de trottoir et de la voie seront protégés et nettoyés en fin d'intervention. L'échafaudage sera clairement balisé afin d'éviter tout incident et il ne devra gêner en rien la circulation des VL et PL rue Gambetta. Les cheminements piétons seront sécurisés.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de respecter les prescriptions suivantes :

- L'accès aux immeubles riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront être assurés en toutes circonstances.
- Les rubans de signalisation seront utilisés dans le seul but de renforcer la visibilité du chantier, et ne pourront permettre, à eux seuls, de délimiter l'emprise du chantier.
- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de procéder à l'installation de panneaux d'information à chaque extrémité du chantier, qui porteront le nom de la société, le nom de l'entreprise et ses coordonnées, la nature des travaux, la date de début et la durée du chantier.
- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de protéger les arbres et autres plantations à proximité du chantier.
- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute saillisse aux abords du chantier ainsi que sur les chaussées éventuellement empruntées pour des transports de matériaux divers. Les abords et chaussées feront l'objet de nettoyages périodiques.

Article 3 : Le permissionnaire à la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 4 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terre, dépôt de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état ne devra pas excéder 31 jours (sauf grosses intempéries). En cas de carence ou de négligence de l'entreprise, les services municipaux pourront, après mise en demeure demeurée sans effet sous 24 heures, procéder aux nettoyage et enlèvements nécessaires aux frais du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 5 : La présente est délivrée sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

Article 6 : M. le responsable de la Police Municipale, M. le Directeur des services techniques, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du Présent arrêté. Notification sera faite à l'intéressé.

Article 7 : Tout recours contre le présent arrêté doit être formé auprès du tribunal administratif de Lyon dans les deux mois à compter de sa publication.

A Sury-le-Comtal, le 16 septembre 2022

L'adjoint délégué
 David COCAGNE



Délais et voies de recours : La présente autorisation est susceptible d'un recours pour excès de pouvoir présenté devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa notification à son bénéficiaire.